

RAPPORT SEMESTRE 3

Le titre du projet	PREVENIR LES VIOLENCES SEXISTES ET LES VIOLATIONS DES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS DES ADOLESCENTES POUR RÉDUIRE LES GROSSESSES PRÉCOCES AU TOGO
Le numéro que le CRDI lui a attribué	109020-001
Le nom du bénéficiaire	WiLDAF AO et de l'ATBEF
Le pays dans lequel le projet est exécuté	TOGO
Le nom des personnes qui composent l'équipe de recherche	- Dr Fatoumata OUATTARA-TRAORE, Anthropologue, chargée de recherche à l'IRD - M. Atavi-Mensah EDORH, Statisticien à l'URD - Dr Sitsopé Ayawavi TOUDEKA, Sociologue, Chercheure à l'URD - Dr Digo E. K. D. AKAKPO-AHIANYO, Sociologue, Chercheur à l'URD - Dr Kodjo Sébastien SEGNIAGBETO, Sociologue, Consultant - Mme Abla Ahouefa Noussoessi Michelle AGUEY, Juriste, Consultante
La période visée par le rapport	1 ^{er} mars au 31 Août 2020
La date de présentation au CRDI.	02 octobre 2020

Synthèse :

Le projet « Prévenir les violences sexistes et les violations des droits sexuels et reproductifs des adolescentes pour réduire les grossesses d'adolescentes au Togo » démarré en Mars 2019, s'est poursuivi durant la période couverte par le rapport de manière unique. En effet le monde entier est rentré dans une période caractérisée par une pandémie à coronavirus qui a défié toute organisation et planification. Du jour au lendemain la majorité des activités a connu un arrêt ou une réorganisation. Le WILDAF-AO et l'ATBEF ont dû s'adapter pour continuer à travailler sur les différents dossiers. Le WILDAF AO a travaillé du 25 Mars au 02 Juin 2020 en télé travail. Malheureusement, parce que L'Université de Lomé a été fermé en début du mois de mars et réouvert à la fin du mois de Mai, l'URD, l'équipe de recherche a arrêté ses travaux. Ceci a fait accuser un retard énorme dans le calendrier de mise en œuvre.

La 2^{ème} version du rapport d'étude a été soumise en début septembre et sera de nouveau soumis au cadre collaboratif. L'ATBEF et le WILDAF tout en attendant la soumission du rapport ont travaillé à mettre en route les activités de l'intervention.

Le présent rapport couvre les activités prévues pour la période de mars à Fin Août 2020.

Les activités comprennent : l'atelier de restitution de l'étude de base aux membres du cadre collaboratif, les sensibilisations pour prévenir les VBG en temps de COVID19 et le démarrage de l'Intervention.

Les publications portant sur les résultats de l'étude de base ne sont pas encore disponibles.

Problème sur lequel porte la recherche :

Le projet traite du problème des Violences sexuelles et sexistes dans leurs liens corrélatifs avec la survenue des grossesses des adolescentes et donc la violation de leurs Santé et Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR).

Il cherche spécifiquement à répondre aux questions de recherche suivantes :

1. Quels sont les facteurs explicatifs des grossesses des adolescentes?
2. Quelles sont les conséquences des VBG sur la SDSR des adolescentes?
3. Comment et dans quelles mesures les réponses des différents acteurs dans la prévention et la lutte contre les grossesses précoces des adolescentes intègrent-elles les violences basées sur le genre qui leur sont associées pour améliorer la jouissance de leurs droits sexuels et reproductifs?

4. Quel modèle d'actions intégrées est susceptible d'améliorer la jouissance par les adolescents de leurs SDSR et mieux les protéger contre les VBG et limiter les GP?

Constatations de la recherche :

Au cours de la période couverte par ce rapport, l'URD a finalisé et rendu disponible le rapport de l'étude de base.

La première version de l'étude de base a été soumise en février 2020 contrairement au calendrier initial de dépôt du rapport. Les dates initiales pour rendre disponible le rapport de l'étude de base étaient initialement le 13 Janvier 2020, date qui fut révisée et portée au 31 Janvier 2020 à cause d'un retard dans le démarrage.

La séance de restitution aux membres du cadre collaboratif fut effectivement organisée les 5 & 6 Mars 2020.

L'équipe de recherche a présenté les principaux résultats de l'étude de base à l'équipe de WILDAF AO et de l'ATBEF et aux membres du cadre collaboratif. Il y a eu des échanges et discussions qui ont porté sur différentes parties des principaux résultats.

Le modèle d'intervention a été également présenté mais n'a pas pu être validé parce que l'analyse qui a conduit à son élaboration n'a pas pu être validée à cause d'un nombre important d'insuffisances relevées par les participants.

Le rapport lui-même n'a pas été validé et il a été convenu de le retravailler et de le soumettre à nouveau.

Des observations et recommandations ont été formulées pour améliorer la qualité de la première version du rapport de l'étude de base.

Ces observations portaient essentiellement sur :

- La nécessité de recentrer la problématique de l'étude qui n'est pas la recherche de la réduction des grossesses des adolescentes mais la prévention des violences sexistes et des violations des droits sexuels et reproductifs qui sont à la base des grossesses des adolescentes;
- L'insuffisance des analyses sur les liens entre les VBG, les SDSR et les GA
- Le renforcement de l'analyse désagrégée des réponses institutionnelles de prévention et de lutte contre les grossesses des adolescentes ;
- l'ampleur des violences sexistes,
- l'analyse sur les politiques de VBG au Togo.

Par ailleurs, dans le cadre du projet d'appui du CRDI pour la recherche de synergie et le cheminement ensemble des projets appuyés dans la sous-région Ouest Africaine pour un renforcement mutuel et la production d'un plus grand impact, le Global Research and Advocacy Group (GRAG), une institution de recherche a eu, dans le cadre de son rôle d'accompagnement, à faire de

contributions de taille pour améliorer la version du rapport issu de l'atelier de présentation de la première version.

Les commentaires pertinents du GRAG ont relevé les points critiques ci-après :

1. La revue/editing du document revêt un caractère primordial et gagnerait à être corrigé;
2. La réorganisation du document pour l'harmoniser dans sa forme est nécessaire et mérite une attention particulière ;
3. A propos du tableau « Principaux indicateurs des grossesses des adolescentes en lien avec les VBG et la SDR » qui est à retravailler, il est à noter que les indicateurs qui y sont présentés ne sont pas, tous, des indicateurs consacrés.
4. A propos de certains concepts clés, il y a lieu de mieux les cerner dans le document. Il s'agit par exemple du concept de « patriarcat, du concept de « subordination » : bien qu'on retrouve dans le document des cas de subordination, ce concept n'est pas défini et n'est mentionné qu'une seule fois dans le texte.
5. Pour l'illustration des liens théoriques (I.2) : on ne voit pas en quoi les DSR entraînent une Grossesse d'Adolescente (GA). Au contraire, l'exercice de ces droits protège contre une grossesse. Dès lors, il serait nécessaire de matérialiser cela autrement que par une flèche ou écrire par exemple : « la négligence de la SDR pourrait conduire à une GA ».
6. Concernant la question de recherche QS 2.8 : la question principale (2.) porte plutôt sur des conséquences et non sur des réponses. Est-ce que cette question devrait figurer dans cette section ?
7. A III.1 : les ethnies ont été listées sans intervenir dans l'analyse.
8. Dans le paragraphe qui fait suite au tableau IV.7 : c'est plutôt le contraire qui doit être noté car, d'après ce tableau, c'est seulement le « droit à l'avortement en cas de viol » qui est très peu connu (22,7%). Tous les autres droits sont connus par au moins 68,2% des enquêtées.
9. Tableau V.1 : dans l'échantillonnage, il y a une importante disproportion entre l'effectif des femmes qui ont connu une GA et celles qui n'ont pas connu une GA. Au moins 4 fois plus de femmes qui n'ont pas eu une GA par rapport à celles qui en ont eu ont été enquêtées.
10. Tableau VI.1 : il serait pertinent de souligner qu'il y a plus de femmes qui ont une GA qui connaissent ces dispositions juridiques que celles qui n'ont jamais eu une GA au cours de l'adolescence. Or la connaissance des SDR réduirait le risque de contracter une GA.
11. Dans le paragraphe qui fait suite au tableau VI.2 : on note qu'environ la moitié (48,1%) des femmes enquêtées (tableau VI.1) connaît les dispositions juridiques sanctionnant les VBG au Togo.

Suite à ces différentes contributions, l'URD a retravaillé la version initiale du rapport de l'étude de base en tenant compte simultanément des recommandations de l'atelier et des observations du GRAG. La seconde version du rapport de l'étude de base a été rendue à nouveau au WILDAF-AO le 09 septembre 2020.

Les résultats de l'étude de base dans sa forme actuelle

Les résultats de l'étude de base ont permis d'apporter de nouvelles connaissances sur les facteurs explicatifs des grossesses d'adolescentes en lien avec les Violences Basées sur le Genre et les Grossesses d'Adolescentes et les SDSR et de comprendre comment les réponses institutionnelles de prévention et de lutte contre les grossesses d'adolescentes intègrent ou non les VBG et les SDSR. Ces réponses n'intègrent pas effectivement les VBG et la SDSR. Le rapport en question fournit également des renseignements sur les conséquences des VBG sur la SDSR des adolescentes.

Le premier niveau de résultats porte sur les facteurs explicatifs des grossesses des adolescentes en lien avec les VBG.

➤ Les facteurs explicatifs des grossesses d'adolescentes en lien avec les VBG

Deux catégories de facteurs expliquent la survenue des grossesses des adolescentes : les facteurs en lien avec les violences basées sur le genre et ceux en lien avec la santé et les droits sexuels des adolescents.

- Les facteurs explicatifs des grossesses des adolescentes en lien avec les violences basées sur le genre

L'étude révèle que le phénomène des grossesses chez les adolescentes trouve une explication dans : la désobéissance des filles à leurs parents, la pauvreté des parents les mettant dans l'incapacité à assurer pleinement les besoins de leurs filles, le fait que les garçons et les hommes banalisent le consentement libre et éclairé des filles aux relations sexuelles, l'incidence de certaines pratiques culturelles comme l'envoutement des filles par les hommes, les violences émotionnelles et psychologiques induites par les hommes. De nombreux discours des populations indexent également l'effritement des mœurs dans la communauté rendu possible par le changement des valeurs associées au sexe.

D'autres principaux facteurs explicatifs des grossesses d'adolescentes en lien avec les VBG portent sur le statut social de la femme et la sous-scolarisation des filles, la forte prévalence du patriarcat, le règne du silence, la prévalence des règlements à l'amiable lorsqu'il est question de mener des actions judiciaires contre les auteurs des violences physiques et sexuelles.

- Les facteurs explicatifs des grossesses des adolescentes en lien avec les droits sexuels et reproductifs des adolescents

Les liens entre la connaissance de la SDSR et les GA et entre l'accès des adolescents aux services de SR et les GA sont les éléments de base permettant d'expliquer les rapports entre grossesses des adolescentes et la SDSR.

L'enquête quantitative révèle qu'environ trois femmes sur dix (32,6%) savent que les adolescentes ont des Droits Sexuels et Reproductifs. D'autre part, les données qualitatives ont permis de faire ressortir l'insuffisance des informations sur la sexualité comme un des facteurs explicatifs des grossesses des adolescentes. Cet

accès insuffisant est souvent expliqué par la peur des adolescent(e)s de se rendre dans les centres de santé pour obtenir des informations relatives à la sexualité, au risque d'y rencontrer des parents et/ou connaissances, ou par crainte d'être grondés par les soignants.

➤ **Les conséquences des violences basées sur le genre sur les droits sexuels et reproductifs des adolescents**

L'étude a aussi permis d'appréhender les incidences (en termes de conséquences) des Violences Basées sur le Genre (VBG) sur la Santé et les Droits Sexuels Reproductifs (SDSR). L'exploitation corrélative des données recueillies sur le terrain et celles fournies par la revue de littérature a montré que les violences basées sur le genre provoquent principalement plusieurs types de conséquences sur les droits sexuels et reproductifs des adolescents : les conséquences des VBG sur la santé des victimes ; les conséquences psychologiques et comportementales ; les conséquences physiques ; les conséquences sexuelles et gynécologiques ; les conséquences économiques, les conséquences des VBG sur le statut de la femme et son autonomie et les conséquences sur le libre choix du partenaire conjugal par la fille.

➤ **La cartographie des réponses institutionnelles de prévention et de lutte contre les grossesses d'adolescentes**

La cartographie des réponses institutionnelles de prévention et de lutte contre les VBG ainsi que celles favorisant la jouissance des droits sexuels et reproductifs par les adolescents et adolescentes a permis d'analyser les dimensions telles que : (i) l'arsenal juridique de protection des enfants victimes de VBG, (ii) les réponses spécifiques développées par les organismes internationaux et (iii) les réponses spécifiques développées par les OSC, les acteurs étatiques et les Leaders communautaires et religieux dans les localités de l'intervention. Elle s'est achevée par l'analyse des limites de chacune de ces réponses.

Au niveau des limites des réponses institutionnelles recueillies au niveau des Organismes Internationaux, le manque de concertation dans les plans d'action des ONG en matière de prévention et de lutte contre les VBG et les GA est le plus ressorti à l'issue des entretiens qualitatifs. Par rapport aux limites des réponses institutionnelles recueillies au niveau des acteurs de lutte contre les VBG dans les localités de l'intervention, il faut distinguer les limites au niveau des acteurs institutionnels de la préfecture de l'Ogou et celles des acteurs de la préfecture de Kloto. Dans la préfecture de l'Ogou, l'aire de couverture géographique des actions des OSC n'est pas étendue aux localités de l'intervention. De plus, il existe un faible partenariat entre les acteurs institutionnels de l'Ogou et les interventions des ONG restent le plus souvent limitées par l'insuffisance de financement. La faiblesse du partenariat dans la préfecture de l'Ogou se justifie par des conflits de leadership entre les acteurs des OSC et le dysfonctionnement d'un cadre de concertation créé par arrêté interministériel. Les acteurs étatiques soulèvent également des limites relatives à leur insuffisante consultation par la hiérarchie en ce qui concerne les défis au système éducatif en l'occurrence la problématique

des grossesses d'adolescentes. Ils regrettent aussi le refus de collaboration de certains parents avec l'administration scolaire lorsque surviennent des cas de violences physiques et sexuelles. Au niveau des acteurs de la santé, leurs réponses au phénomène de grossesse d'adolescente n'intègrent pas à la fois les VBG et la SDSR. Quant aux leaders communautaires et religieux de la préfecture de l'Ogou, ils ont en l'occurrence signalé deux limites principales : le recours insuffisant des populations lorsque surviennent des cas de VBG et la faible capacité de dénonciation des VBG sexuelles. Dans la préfecture de Koto, il a été constaté l'absence de la thématique des grossesses d'adolescentes en lien avec les VBG et la SDSR dans les champs d'actions de la plupart des ONG rencontrées. De plus, tout comme dans la préfecture de l'Ogou, la plupart des ONG de la préfecture de Koto ne mènent pas directement des actions dans les localités de l'étude. La question de l'absence de pérennisation des actions d'interventions dans le domaine des grossesses d'adolescentes a été soulevée également comme l'une des limites des actions. Au niveau des limites des actions menées par les acteurs étatiques relevant du secteur de la santé dans le Koto, l'analyse des données montre que les réponses des agents de santé au phénomène de grossesse d'adolescente n'intègrent pas à la fois les VBG et la SDSR.

La faiblesse du partenariat entre les différents acteurs de lutte contre le phénomène de grossesse d'adolescente a été aussi relevée dans la préfecture de Koto en raison des perceptions différenciées des stratégies de lutte par les acteurs impliqués. En définitive, il convient d'une part, de travailler à l'instauration d'un partenariat fonctionnel, constructif et durable entre les acteurs institutionnels situés dans la région des plateaux et de prendre des mesures incitatives pour permettre aux OSC d'intervenir plus directement dans les localités de l'étude.

Enfin, le rapport dans sa nouvelle version ne comportait pas la proposition de modèle d'intervention à partir des résultats de l'étude de base du projet. Interpellés, les chercheurs ont promis envoyer une proposition le 19 octobre prochain.

Exécution et gestion du projet :

Rappel des activités prévues pour la période

Les activités prévues pour la période couverte par le rapport sont sont consignées dans le tableau ci-dessous :

Activité	Période	Responsable
Réalisation de la séance de restitution des résultats de l'étude de base aux membres du cadre collaboratif	Mars 2020	WILDAF- AO/ATBEF/ URD

Elaboration d'un (01) policy brief à partir des données finalisées de l'étude de base.	Avril 2020		URD
Rédaction d'un (1) article scientifique à partir des données finalisées de l'étude de base.	Mai 2020		URD
Elaboration d'un (01) policy brief à partir des données finalisées de l'étude de base.	Juin-Juillet 2020		URD
Rédaction d'un (1) article scientifique à partir des données finalisées de l'étude de base.	Août 2020	Septembre 2020	URD
Renforcement des capacités des adolescentes, des professionnels et des communautaires	Mai 2020	Août 2020	WiLDAF-AO/ATBEF
Offre de services cliniques et juridiques	Mai 2020	Juin 2021	WiLDAF-AO/ATBEF
Plaidoyers	Mai 2020	Février 2022	WiLDAF-AO/ATBEF
Diverses activités de sensibilisation	Mai 2020	Février 2022	WiLDAF-AO/ATBEF

Le niveau de mise en œuvre des activités

L'année 2020 est et demeure une année peu ordinaire, caractérisée par la survenue et l'expansion d'une pandémie à CORONAVIRUS qui a vu le jour déjà à la fin de l'année 2019, mais qui a conduit tous les pays du monde à mettre dans un premier temps un arrêt à toutes les activités, puis à rechercher progressivement des voies novatrices pour poursuivre les activités essentielles. Cet état de choses a influencé très fortement la mise en œuvre des activités du projet.

La première version du rapport d'étude qui a été soumis et qui a fait l'objet d'un rapportage dans le rapport d'étape 2, l'était en fin février 2020.

La restitution de l'étude de base aux membres du cadre collaboratif

Le WiLDAF a organisé une réunion de restitution aux fins de la validation du rapport d'étude les 5 et 6 Mars 2020. La rencontre a réuni les membres du cadre collaboratif et de l'équipe du projet « *REPENDRE AUX VIOLENCES SEXUELLES ENVERS LES ADOLESCENTS.ES AU BURKINA FASO* ».

La présentation des chercheurs a relevé le contexte de l'étude, la méthodologie adoptée et les principaux résultats obtenus. Les membres du Cadre collaboratif et les parties prenantes ont posé des questions d'éclaircissement et soulevé quelques préoccupations.

Quelques interrogations et observations clés portaient essentiellement sur les aspects suivants :

- Discuter et savoir si les niveaux de connaissances ne doivent pas précéder les perceptions dans la structuration du rapport ; (Chapitre 1)
- La désagrégation des perceptions et des niveaux de connaissances par les cibles.
- La nécessité de faire ressortir les liens à travers une analyse multivariée (volet quantitatif) ;
- Ajouter l'ampleur des violences sexistes (déterminer le niveau de l'ampleur)
- Diminuer les verbatims parce que le document est lourd parce qu'il y a trop de verbatims
- Faire le lien entre les données qualitatives et quantitatives sur les VBG.
- Déterminer le type de VBG en fonction de la localité
- Typologie et formes de violence.
- Cartographie des réponses institutionnelles de prévention et de lutte contre les VBG pour une réduction des grossesses des adolescentes et la SDSR.
- Pour le modèle : affilier la stratégie à la réponse en même temps.
- Reformuler les titres de la cartographie en fonction des VBG
- Réadapter l'analyse descriptive en tenant compte des VBG
- Il faut adopter une approche basée sur le processus d'identification des limites des réponses institutionnelles pour définir les objectifs du modèle d'intervention.
- Ajouter l'analyse sur les politiques de VBG au Togo ;
- Ajouter la dimension de la synergie des réponses.
- Approche holistique des réponses.

Trois groupes ont été constitués, et des Termes de Références spécifiques ont été remis à chaque groupe. L'objectif desdits travaux de groupe a été de permettre aux participants d'harmoniser les points de vue sur les résultats obtenus lors de l'étude de base, de les approfondir et de faire de nouvelles suggestions afférentes. Ainsi, le Groupe 1 a travaillé sur la thématique : Facteurs explicatifs des grossesses des adolescentes en lien avec les VBG et la SDSR. Le Groupe 2 quant à lui, a travaillé sur les liens entre la SDSR et les GA. Enfin le Groupe 3 s'est penché sur la question de la cartographie des réponses institutionnelles de prévention et de lutte contre les GA.

A l'issue des travaux de groupe, des restitutions ont été faites en séance plénière et des observations sont ressorties par chaque groupe de travail. Voir les détails dans le rapport de la réunion en annexe.

La prévention des VBG en temps de COVID 19

Comme cela a été mentionné plus haut, la pandémie mondiale du Coronavirus a affecté profondément le monde du travail et continue d'impacter le travail et particulièrement la mise en œuvre des activités de ce projet qui vise à prévenir

les grossesses des adolescentes. Ainsi le WiLDAF AO a du adopter le télé travail à partir de Mars jusqu'en Juin 2020.

Face aux obligations d'observer des mesures barrières parmi lesquelles, le confinement et l'arrêt quasi pratique des activités hors des domiciles, le WiLDAF Afrique de l'Ouest a initié des actions de terrain pour entre autres, limiter la survenue des grossesses des adolescentes. Ces stratégies de communication sont apparues nécessaires parce que très tôt les organisations de défense des droits des femmes ont dénoncé une montée fulgurante des cas de violences et de violations basé sur le genre.

Des prestataires de création graphique ont été recrutés. Ils se sont chargés de concevoir des supports de communication destinés à être utilisés par le WiLDAF – AO et les réseaux nationaux dans le cadre des projets « *Améliorer la capacité des jeunes actrices engagées pour l'éradication des mariages d'enfants en Afrique de l'Ouest* » (AWDF), « *Prévenir les violences sexistes et les violations des droits sexuels et reproductifs des adolescentes pour réduire les grossesses précoces au Togo* » (CRDI) et « *Promouvoir les droits économiques et sociaux des femmes agricultrices par le biais de politiques sous régionales et régionales* (Diakonia).

Des vidéos, des spots audio ont été conçus et mis sur supports utilisables par les réseaux nationaux. Ces outils furent utilisés sur 7 radios installées à Lomé et dans les deux régions sélectionnées du projet.

Parmi les messages convoyés on peut noter :

1 - Jeunes filles élèves et apprenties ! En ces temps de coronavirus, Continuez par pratiquer les mesures barrières ; ayez un comportement sexuel responsable pour éviter toute grossesse non désirée et les maladies sexuellement transmissibles. Soyez vigilantes ! Ne tombez pas dans les pratiques sexuelles dangereuses et la débauche, au risque de perdre tous vos acquis. Les grossesses précoces sont souvent précédées de rapports sexuels non protégés et entraînent généralement des avortements clandestins et une exposition élevée au VIH/SIDA et aux IST. Cette situation fragilise votre existence pour toujours. Non au coronavirus, Non aux grossesses précoces, IST et VIH/Sida.

Le démarrage de l'intervention

Au cours du mois d'Août le WiLDAF AO et l'ATBEF ont conduit des actions préliminaires conduisant au démarrage de l'intervention dans les quatre localités ciblées à savoir Akparé et Yorokpodji dans la préfecture de l'Ogou puis Lavié et Tové dans la préfecture de Kloto. Quatre principales activités ont été réalisées.

1. Le recrutement et le déploiement des agents de suivi local

Deux agents de suivi sont recrutés par l'ATBEF et déployés respectivement à Atakpamé et Kpalimé. Compte tenu de la spécificité du projet, l'ATBEF s'est appuyée sur ses ressources humaines internes ayant la compétence au niveau de l'Ogou et déployé un agent de suivi aussi dans le Kloto.

2. L'orientation des agents de suivi local

Cette orientation des agents de suivi a porté sur les enjeux du projet et les mécanismes de sa mise en œuvre au niveau communautaire dans leur localité de déploiement à savoir Kpalimé et Atakpamé.

Cette orientation a pris également en compte les mécanismes de planification mensuelle, les dotations de gestion quotidienne des activités sur le terrain, et les canevas primaire de rapportage.

Cette orientation est faite sur site par le Chef de département programmes appuyé du chef de l'unité de suivi évaluation lors des visites dans l'antenne des Plateaux.

3. Les visites préparatoires dans les localités ciblées

Avec l'appui de la coordination régionale ATBEF de l'Antenne des Plateaux, des visites préparatoires ont été conduites dans les cantons ciblés au mois de Juillet 2020. Ces visites avaient pour objectifs de préparer les premières rencontres de plaidoyer et de mobilisation communautaire sur le projet.

4. La tournée de plaidoyer et de mobilisation communautaire

La tournée de plaidoyer et de mobilisation communautaire réalisée en Août 2020 a permis de :

- Partager la logique de l'intervention en cours de mise en œuvre dans le cadre du projet avec les leaders communautaires, religieux, les autorités sanitaires et administratives des différentes localités
- Amener les différents leaders à s'engager dans la mise en œuvre du projet dans leur localité par la signature du protocole d'adhésion et des responsabilités des acteurs locaux.

Cette tournée a permis d'expliquer le projet et d'engager les leaders centraux, régionaux, préfectoraux et locaux autour de celui-ci. C'est ainsi que les membres des chefferies traditionnelles, des maires, des directeurs préfectoraux et régionaux de la santé, de la promotion sociale, des directeurs d'écoles, des syndicats, patrons d'atelier et enfin des leaders de jeunes sont éclairés et engagés sur la problématique de prévention des violences sexuelles et sexistes dans les localités ciblées. Aux cours des rencontres communautaires avec les leaders et les jeunes, les critères préalablement élaborés pour la sélection des membres des plateformes locales de prévention, ont été exposés et discutés.

En ce début de mois de septembre, la majeure partie des membres des plateformes aussi bien des leaders que des jeunes, sont identifiés par leurs pairs. Il

ne reste que les jeunes scolaires du fait que les cours n'ont pas encore repris dans les écoles. Les annexes présentent quelques images de la rencontre dans les communautés en Août, de même que les critères de choix des membres des plateformes à installer, et le draft de protocole soumis aux acteurs pour amendement.

Le protocole d'engagement communautaire est proposé pour la synergie des interventions de prévention des violences sexuelles et violations des droits sexuels des adolescents dans les localités d'Akparé, Yorokpodji, Lavié et Tové dans la région des Plateaux au Togo.

Le calendrier initial prévoyait également la rédaction et la publication d'un article scientifique et l'élaboration d'un policy brief à l'horizon septembre 2020. Cependant, cette prévision n'a pu être effective compte tenu de l'interruption des activités de recherche à cause de la pandémie du Covid 19. L'équipe de recherche de l'URD s'organise activement actuellement pour les activités de publication.

Les dépenses prévues pour la période qui suit et jusqu'à la fin du projet

Pour la période qui suit, nous prévoyons rattraper certaines activités ayant pris du retard et réaliser celles initialement retenues pour la période. Les dépenses y relatives se chiffrent à 46 101 000 XOF pour le semestre 4. Les dépenses pour les activités de la dernière année (semestres 5 & 6) se chiffrent à 94 399 500 XOF.

Le calendrier d'exécution du projet

Activités	Période prévisionnelle d'exécution
Soumission du modèle d'intervention	Octobre 2020
Rédaction de (01) article scientifique à partir des données finalisées de l'étude de base.	Octobre 2020
Elaboration d'un (01) policy brief à partir des données finalisées de l'étude de base.	Novembre 2020
Rédaction d'un (1) article scientifique à partir des données finalisées de l'étude de base.	Décembre 2020 – Février 2021
Elaboration d'un (01) policy brief à partir des données finalisées de l'étude de base.	Février – Mars 2021

ACTIVITES	Sous activités	CALENDRIER
	Elaboration et validation des TDR	20 -21 septembre

Elaboration des modules de formation	Publication de l'avis de recrutement et recrutement des consultants	Semaine du 22 Septembre
	Elaboration des modules	27 septembre au 17 octobre
	Examen et validation des drafts des modules	Semaine du 18 Octobre
	Impression des modules	Après les formations et les dernières finalisations
Collectes et validation des propositions de représentants des différents groupes d'acteurs de terrain ;		
	Récapitulation des idées d'intervention au niveau communautaire	Semaine du 04 Octobre
	Capitaliser les retours sur le protocole d'engagement au niveau communautaire	Semaine du 04 Octobre
	Signature des protocoles d'engagement au niveau communautaire	Début Novembre 2020
Formation des acteurs communautaires	Elaboration des TDR	Semaine du 27 septembre
	Préparation logistique	Semaine du 26 octobre
	Tenue de la formation des jeunes	2-6 novembre
	Formation des prestataires de services	11-13 Novembre
Restitution de l'étude dans les communautés ;	Elaboration des TDR	Semaine du 19 septembre
	Réunion avec les chercheurs pour préparer la restitution de l'étude sur le terrain	29 septembre
	Préparation logistique	Semaine du 29 septembre
	Mission de restitution	Semaine du 04 Octobre
Tenue d'une réunion du cadre collaboratif	Préparation et envoi de courrier	21 Octobre

Elaboration et adoption du cadre de suivi du projet	Adoption d'outils de suivi de l'intervention	11 octobre
	Adoption du cahier de charge du responsable du suivi	11 octobre
	Adoption du cahier de charge pour les agents de suivi	11 octobre

Extrants du projet et diffusion des résultats :

Rappel des extrants attendus du projet

Aux termes de la mise en œuvre du projet, les extrants ci-après sont attendus :

- ✓ Un Modèle efficace validé de réponse aux grossesses précoces et aux VBG visant à améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents;
- ✓ Une étude de base sur les facteurs explicatifs des grossesses précoces et les liens avec les VBG et la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents au Togo;
- ✓ Deux (02) Policy briefs et deux (02) articles scientifiques élaborés;
- ✓ Deux (02) rapports de recherche évaluative de l'intervention (situation de référence et évaluation de l'intervention) disponibles;
- ✓ Des supports de plaidoyers (dépliants, infographie, affiches, des articles de presse, enregistrements d'émissions radiophoniques et débats télévisés, des argumentaires...) sont produits;
- ✓ Rapports des ateliers de validation des résultats de recherche dont le modèle d'intervention.
- ✓ Un rapport de synthèse de la recherche

Les extrants disponibles

- ✓ Une étude de base sur les facteurs explicatifs des grossesses des adolescentes et les liens avec les VBG et la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents au Togo;
- ✓ La prise en compte de la situation du COVID 19 par le projet a généré des supports de sensibilisation et de plaidoyer figurant en annexe du rapport

Le soutien technique et autre et l'administration du projet par le CRDI.

Malgré la situation créée par la pandémie, les responsables du projet sont restés en contact permanent avec la spécialiste de Programmes Principale, Gouvernance, sécurité et justice de CRDI afin de recevoir ses conseils et aider à

résoudre certains problèmes techniques et scientifiques de la mise en œuvre du projet.

Le WILDAF et l'ATBEF apprécient l'initiative de mise en place du projet : « Amplification de la voix des adolescent(e)s pour promouvoir leur santé sexuelle et reproductive et contrer les violences sexistes en Afrique de l'Ouest » que le CRDI a appuyée pour créer une synergie d'action et amplifier la voix des acteurs et valoriser les résultats. Elle constitue un soutien technique pour renforcer les capacités de mise en œuvre. L'initiative permettra de développer et appliquer de manière collaborative un cadre de suivi et d'apprentissage, développer et mettre en œuvre les plans de communication stratégique et d'engagement avec les décideurs aux niveaux national, régional et international et faciliter le réseautage et les synergies entre les équipes de la cohorte en vue de l'atteinte des objectifs des initiatives pour adresser le lien entre la SSRA-DC et les VSS.

Besoin de renforcement de capacités de l'équipe de l'URD

L'équipe de l'URD réitère son besoin de renforcement des capacités dans le domaine du traitement et de l'analyse de données qualitatives à travers les logiciels performants.

Recommandations

En vue de donner suite à la doléance de l'URD en ce qui concerne le renforcement de capacité, nous recommandons au partenaire GRAG qui a reçu mandat d'accompagner les différents projets financés par le CRDI dans la sous-région, d'étudier la possibilité de rendre disponible pour l'URD et pour tout autre partenaire ce type d'appuis.

Notant l'importance de la création de synergie pour un apprentissage mutuel entre les différents projets, et notant également que l'appui du GRAG, une fois mise en place, contribuera à un renforcement des capacités des acteurs que nous sommes, nous saluons une tentative d'organiser une réunion régionale de tous les acteurs à Dakar dans le mois de septembre qui n'a malheureusement pas pu avoir lieu. En prenant cependant en compte la délicatesse du moment et la situation créée par COVID 19, nous suggérons qu'une rencontre virtuelle soit organisée en lieu et place de la réunion en présentiel afin de rattraper le retard et permettre à la synergie souhaitée de se mettre en place.